

Communiqué Force Ouvrière

G8 : LES SYNDICATS EXIGENT UNE REDISTRIBUTION DES RICHESSES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS

La CGT-FO faisait partie de la délégation syndicale internationale, conduite par le Président du TUAC (Commission syndicale au sein de l'OCDE), John Sweeney (AFL CIO Etats-Unis), qui rencontrait, dans le cadre du G8 sous présidence allemande, les Ministres de l'Emploi, les 6 et 7 mai à Dresde.

A cette occasion, une réunion a été organisée entre la délégation syndicale et les directeurs généraux de l'OMC (Pascal Lamy) et de l'OIT (Juan Somavia).

Lors de cette réunion, la CGT-FO a interpellé le Directeur général de l'OMC pour contester que les règles de l'OMC, consacrées à la libéralisation des échanges commerciaux, mettent sur un pied d'égalité les pays qui ne respectent pas les normes internationales du travail. L'exemple le plus frappant étant celui de la Chine qui n'a pas ratifié les conventions 87 et 98 sur les libertés syndicales et de négociation collective, pas plus que la convention 29 interdisant le travail forcé.

La CGT-FO a aussi alerté Juan Somavia sur la mise en cause du principe même de « norme » en matière de travail, y compris en Europe, où un projet de révision de la directive Temps de Travail conduit à s'en prendre à la limite maximale hebdomadaire de 48 heures (Convention n°1 de l'OIT datant de 1919), ou encore quand gouvernements et employeurs opposent les politiques dites de l'emploi à la protection des salariés en cas de licenciement (CNE en France et Livre vert sur la modernisation du droit du travail au niveau de l'UE).

Face aux Ministres de l'emploi, La délégation syndicale a notamment mis l'accent sur la mise en œuvre d'une protection sociale dans les pays en voie de développement – revendication portée de longue date par la CGT-FO. Rappelant que 1,4 milliards de personnes dans le monde vivent avec moins de 2\$ par jour (1,5 €) et que 80% de la population est exclue de tout système de protection sociale, Guy Ryder (Secrétaire général de la CSI – Confédération syndicale internationale), a souligné que 2% du PIB mondial suffirait pour assurer une sécurité sociale minimale à tous : il s'agit donc d'une question de volonté politique en faveur d'une redistribution des richesses au profit de travailleurs.

<http://www.force-ouvriere.fr/>